

Unité inter-départementale Anjou Maine  
Pôle Risques Chroniques  
Rue du Cul d'Anon  
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy  
CS80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 19 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT**

1 route du Pont de Vallée  
Saint-Florent-le-Vieil  
49410 Mauges-sur-Loire

Références : 2023-587\_SISF\_INSP\_RAP  
Code AIOT : 0006301359

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2023 dans l'établissement SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT implanté 1 route du Pont de Vallée - Saint-Florent-le-Vieil 49410 Mauges-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 12/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT
- 1 route du Pont de Vallée - Saint-Florent-le-Vieil 49410 Mauges-sur-Loire
- Code AIOT : 0006301359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Industrielle de Saint Florent (SISF) exploite sur la commune déléguée de Saint-Florent-le-Vieil un établissement de transformation de produits laitiers sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 avril 2011.

Le site dispose de zones de stockage de matières premières, produits finis, d'emballages et autres matières combustibles. Ces installations sont visées par la rubrique 1510-"entrepôts couverts".

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale « stockage de matières combustibles en entrepôts couverts »

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 12 + AP du 28/04/2011-art.7.5.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.2	Sans objet
3	État des matières stockées-périodicité/disponibilité/gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.4-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	État des matières stockées-information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.4-I.2	Sans objet
8	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
5	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 9	Sans objet
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les locaux de stockage de matières combustibles ne sont pas équipés de détection automatique d'incendie, pourtant prescrite à la fois dans l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/04/2011. L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité, dans un délai de 6 mois.

S'agissant de l'état des matières stockées, les documents aujourd'hui disponibles sont dédiés au suivi interne mais ne présentent pas les informations requises pour, d'une part, servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel, et d'autre part répondre aux besoins d'information de la population. L'exploitant devra établir un état des matières stockées répondant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

L'étude des effets thermiques en cas d'incendie a été réalisée, mais doit être revue et complétée en corrigeant et justifiant les hypothèses retenues dans les modélisations.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li><li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li><li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li><li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li></ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des documents informatisés suivants concernant la situation administrative : l'arrêté d'autorisation de 2011, les différents dossiers de modification et la demande d'antériorité transmise le 20/12/2021 relative au classement sous la rubrique 1510 (cf. constat n°2). En outre, il a été vérifié que l'exploitant dispose bien de l'étude des flux thermiques prévue à l'annexe VIII pour les installations existantes (cf. constat n°8). Le plan de défense incendie est en cours d'élaboration (délai de réalisation au 31/12/2023 selon l'AM du 11/04/2017 pour les installations existantes) (cf. constat n°7). En revanche, l'exploitant ne dispose pas des justificatifs relatifs au dimensionnement des dispositifs de détection (point 12 annexe II de l'AM du 11/04/2017), les locaux de stockage de matières combustibles n'étant pas équipés de détection (cf. constat n°6).  <b>→ Il appartient à l'exploitant de compléter le dossier du site avec les justificatifs relatifs au dimensionnement des dispositifs de détection (cf. constat n°6)</b>  Nota : l'existence des justificatifs relatifs aux débits d'eau et besoins en eau d'extinction n'a pas été vérifiée lors de cette inspection. L'inspection n'a pas non plus demandé à consulter les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur, qui, pour rappel, doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement → A 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :

a) Supérieur ou égal à 900 000 m<sup>3</sup> → A

b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup> → E

c) Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup> → DC

Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.

#### **Constats :**

Situation décrite dans le dossier de demande d'autorisation de 2007 (site déjà existant), ayant conduit à l'AP du 28/04/2011 :

- un stockage de poudre de lait de 1000 t, comptabilisé au titre de la rubrique 2230, et non classé au titre de la rubrique 1510 (la rubrique 2230 alors en vigueur intégrait en effet les stockages de produits laitiers) ;
- d'autres matières combustibles stockées : 396,5 t dont 156 t d'emballages, stockages non classés au titre de la rubrique 1510 (quantité inférieure à 500 t).

#### Demande d'antériorité transmise le 26/02/2018 :

Suite à la modification de la rubrique 2230 (décret du 21/04/2017), le stockage de poudre de lait n'est plus intégré à la rubrique 2230, il doit être pris en compte sous la rubrique 1510, ce qui conduit au dépassement du seuil des 500 t de matières combustibles sur le site.

L'exploitant proposait alors un classement à déclaration sous la rubrique 1510 en considérant les locaux suivants : magasin « produits finis nutrition » de 5042 m<sup>3</sup>, magasin « produits finis poudre de lait » de 15 903 m<sup>3</sup>, magasin « ingrédients appro » de 14 453 m<sup>3</sup>, soit un volume total de 35 397 m<sup>3</sup>.

Toutefois, l'exploitant n'a considéré que les volumes des locaux de stockage principaux, alors que ces locaux ne sont pas séparés par des murs REI120 des zones de production. Il existait par ailleurs sur le site d'autres zones de stockage de moindre quantité mais représentant plus de 2 jours de production qui auraient dû également être prises en compte. Dans ces conditions, et par comparaison avec la situation décrite dans la nouvelle demande d'antériorité transmise en décembre 2021 (cf. point ci-dessous), les installations étaient, par antériorité, soumises à enregistrement sous la rubrique 1510 en 2018.

#### Demande d'antériorité transmise le 20/12/2021 :

L'exploitant a identifié 4 IPD sur le site (dont 3 IPD n°1, 3 et 4 mixant des zones de stockages et de production, les zones n'étant pas séparées entre elles par un dispositif coupe-feu REI120 avec absence de communication). Les 4 IPD sont séparées par une distance inférieure à 40 m, et constituent donc un unique groupe d'IPD.

Le volume total des locaux (zones production comprises) a ainsi été considéré, soit un volume total de 99 564 m<sup>3</sup> (zones stockage de 37 885 m<sup>3</sup> + zones activité de 61 679 m<sup>3</sup>), pour un total de matières combustibles de 3 593 tonnes. L'exploitant demande ainsi l'antériorité pour un classement à enregistrement sous la rubrique 1510.

À l'exception de la zone de stockage « J » (IPD2), l'ensemble des stockages figurait déjà dans le dossier de 2007 (site déjà existant avant 2007).

**→ Il sera proposé d'acter l'antériorité, avec un classement des installations sous la rubrique 1510-2-b – régime enregistrement.**

**Compte tenu de l'historique des installations, les annexes de l'AM du 11/04/2017 applicables sont :**

- annexe V point I (installations existantes avant 2003)
- annexe VIII

Le local « J » (IPD 2) (destiné aux stockages d'emballages de produits finis, cartons et bouteilles plastiques), est un local de type structure modulaire, qui a été mis en place en juin 2018, sans porter à connaissance de modifications. Constatant cette non-conformité, l'exploitant a fait le choix de vider entièrement ce local. Il prévoit le dépôt d'un porter à connaissance pour la construction d'un nouveau local maçonné.

**→ Il est rappelé à l'exploitant que le porter à connaissance devra présenter tous les éléments d'appréciation nécessaires sur les risques et une revue de conformité à l'AM du 11/04/2017. Il est attendu que le local respecte l'ensemble des dispositions de l'AM du 11/04/2017, s'agissant notamment des dispositions constructives.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : État des matières stockées-périodicité/disponibilité/gestion accidentelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.  L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.  Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni en amont de la visite 3 fichiers relatifs aux stocks suivants :  - document « stocks-usine_311023 » comprenant 5 onglets, listant : * les produits chimiques (stockés en armoires extérieures, en vrac en cuves extérieures, ainsi qu'au niveau de la STEP) : seuls les noms commerciaux des produits sont fournis sans aucune information sur les dangers (famille de mention de dangers pouvant conduire à un classement 4XXX). L'état des stocks est mis à jour chaque jour au fil de l'eau. Un inventaire physique annuel est réalisé (bilan annuel de décembre 2022 consulté). L'état des stocks des matières dangereuses, imposé au titre de l'AP du 28/04/2011 (article 7.1.1) (en sus de l'état des stocks des matières combustibles imposé dans l'AM du 11/04/2017) est toutefois incomplet : les stockages d'hydrocarbures notamment ne sont pas répertoriés. * les ingrédients et emballages de l'activité nutrition, les produits finis de l'activité nutrition, les ingrédients et emballages de l'activité poudre, et les produits finis de l'activité poudre. Chaque fichier liste des matières qui sont réparties dans différentes zones de stockage. Il n'est ainsi pas possible de disposer d'une vision des stocks par zone de stockage. Des appellations commerciales ou identifications internes de produits sont utilisées et ne permettent pas d'identifier les produits par grande famille (aucune précision sur la nature des matières combustibles, et typologie pertinente par rapport aux principaux risques (poudre, solides, liquides, cartons, plastiques, ...)). Ces stocks sont mis à jour chaque semaine. Un inventaire physique annuel est réalisé (bilan annuel

de décembre 2022 consulté).

- « stock agrofourniture » daté du 09/11/2023, listant les produits stockés dans la zone R de l'IPD4. Il s'agit d'un stockage limité, qui ne concerne pas exclusivement des matières combustibles, mais concerne en revanche des matières dangereuses pour certains produits. Toutefois, seuls les noms commerciaux des produits sont indiqués, sans information sur les dangers. Les quantités sont exprimées en nombre d'articles (de bidons pour les produits liquides), mais les tonnages ne sont pas précisés. Selon l'exploitant, cet état des stocks fait l'objet d'une mise à jour au fil de l'eau, et d'un inventaire physique mensuel ;

- « stock inventaire maintenance octobre 2023 », listant les articles stockés dans l'atelier maintenance (zones S et T de l'IPD4) : ce stockage ne concerne pas exclusivement des matières combustibles (pièces métalliques notamment) et les quantités sont exprimées en nombre d'articles sans indication des tonnages de matières combustibles. Un inventaire physique annuel est réalisé.

Un plan des zones de stockage (dénommé « plan des risques ») a été fourni mais il n'est pas possible de faire le lien entre ce plan et les différents fichiers d'état des stocks fournis. En outre, il apparaît que les stocks situés dans les zones « K » à « Q » dans la demande d'antériorité de décembre 2021 (IPD3 située à l'est) ne sont pas répertoriés sur le plan, et ne figurent pas dans les fichiers d'état des stocks fournis (ou ne peuvent pas y être identifiés).

L'exploitant indique que les documents sont accessibles à tout moment (système informatique déporté).

En conclusion, les différents documents fournis sont utilisés pour les besoins internes de suivi des stocks du site, mais ne répondent pas à l'état des matières stockées attendu pour répondre aux dispositions de l'AM du 11/04/2017 et de l'AP du 28/04/2011.

→ **Un état des stocks doit être établi. Il doit permettre :**

- **de connaître, par zone d'activités ou de stockage, la nature et les quantités des substances, produits, matières ou déchets stockés (matières combustibles dangereuses ou non, autres matières dangereuses) ;**
- **pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, d'identifier les matières par grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ;**
- **pour les matières dangereuses, d'identifier les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets.**

**Un plan général complet des zones d'activités ou de stockage doit également être réalisé.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### **N° 4 : État des matières stockées-information de la population**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.4-I.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique

**Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

**Constats :**

Pour répondre à cette prescription, l'exploitant a fourni un « plan des risques » qui localise les stockages, mais également les équipements à risques (tour de séchage, autoclaves, transformateurs, ...). Le plan est associé à un tableau listant les différentes zones, avec une dénomination générique (exemple « magasin emballages C »), une description synthétique (exemple « emballages divers (cartons, plastiques, craft)+ingrédients »), et les quantités maximales susceptibles d'être stockées, exprimées en palettes pour les emballages, ingrédients et produits finis, et en m<sup>3</sup> pour les matières dangereuses (produits chimiques, hydrocarbures).

Comme indiqué au constat précédent, le plan est incomplet (zones « K » à « Q » non répertoriées).

→ Pour correspondre à l'état des matières stockées attendu en vue de l'information de la population, ce document doit :

- mentionner les quantités stockées réelles (et pas seulement les quantités maximales susceptibles d'être stockées), exprimées en tonnes (et pas seulement en palettes) ;
- être complété pour fournir une information vulgarisée sur les risques associés aux produits chimiques ;
- être complété, pour certaines zones, avec une information vulgarisée sur la nature des matières combustibles présentes (exemple, préciser le type de matières combustibles pour « produits finis » : poudres/liquides - emballages plastiques/carton/bois, ...) ;
- être complété pour identifier toutes les zones de stockage.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

## N° 5 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 9

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu

### Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

- 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;
- 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] *Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.*

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :
  - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;
  - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.
- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

### Constats :

Les zones de stockages répertoriées A, B, C et D sur le plan fourni dans la demande d'antériorité de décembre 2021 ont été vérifiées :

- zone A (« magasin emballages C ») : produits stockés en masse et en racks. Pour le stockage en masse, hauteur maximale inférieure à 8 m, îlots de moins de 500 m<sup>2</sup>, présence d'une large allée centrale ;
- zone B (magasin poudre) : stockage en masse sur la partie nord et en rack sur la partie sud. Pour le stockage en masse, hauteur maximale de 2 m environ, îlot de moins de 500 m<sup>2</sup> ;
- zone C et D (« magasin produits finis (A) » et « magasin poudre (sortie tour) ») : stockage en racks.



Dispositions réglementaires non applicables à l'existant, mais néanmoins respectées (hauteur inférieure à 10 m, largeur des allées de 2 m minimum).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Détection incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 12 + AP du 28/04/2011-art.7.5.4.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie

### **Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

+ AP du 28/04/2011 – article 7.5.4.1 :

L'établissement doit disposer d'un système de détection incendie, équipant les locaux transformateurs, la salle des machines ammoniac, le local des compresseurs, la chaufferie, les groupes électrogènes, les locaux électriques de commande et de puissance, les salles de contrôle, le local abritant la machinerie de l'ascenseur de la tour de séchage de lait. Les locaux affectés au stockage de matières combustibles en sont équipés au plus tard le 31 décembre 2012.

### **Constats :**

L'exploitant a fourni trois plans localisant l'implantation des détecteurs automatiques d'incendie en rez-de-chaussée (plans datés des 12/07/2023 et 29/09/2023) et dans les différents niveaux de la tour de séchage (plan daté du 30/06/2011). Le dernier rapport de vérification des détecteurs a été fourni (voir les observations dans le cadre ci-dessous).

Les plans permettent d'identifier des détecteurs dans les locaux transformateurs (notamment TGBT et transfo côté ouest, transfo côté est), salle des machines ammoniac, local compresseurs, chaufferie, groupes électrogènes, locaux électriques de commande et de puissance, salle de commande ouest, salle de contrôle est, local abritant la machinerie de l'ascenseur au 5e niveau de la tour de séchage.

A priori, les locaux techniques listés dans l'AP du 28/04/2011 devant être équipés de détection, en sont bien équipés. Néanmoins, la vérification sur les plans, qui n'identifient pas toujours de façon explicite tous les locaux techniques, ne peut être exhaustive.

→ **Il est demandé à l'exploitant d'identifier l'ensemble des locaux techniques présents sur site, et de confirmer la présence de détection dans l'ensemble de ces locaux.**

**En revanche, aucun des locaux de stockage n'est équipé de détection.**

L'exploitant a fourni un devis de la société CHUBB daté du 06/10/2023 prévoyant la mise en place d'une détection automatique sur l'ensemble des magasins du bâtiment ouest, et de la « réserve bâtiment Est ». Ce document ne permet pas de confirmer explicitement que l'ensemble des zones de stockages de la partie Est du site, identifiées dans la demande d'antériorité de décembre 2021 dans l'IPD3, seront bien couvertes par une détection. Par ailleurs, le devis ne prévoit pas de détection dans l'IPD4 (zones R, S et T).

Le devis indique que le système de détection incendie sera constitué de matériels certifiés NF, et qu'il sera réalisé et exécuté, « dans la limite de couverture et de conception demandées », selon les définitions de la règle d'installation R7 de l'APSAD. Il n'est toutefois pas prévu de déclaration APSAD selon la R7.

**Il est rappelé à l'exploitant que les documents démontrant la pertinence du dimensionnement**

<p>retenu pour les dispositifs de détection doivent pouvoir être fournis.</p> <p>→ L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place, dans un délai de 6 mois, une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant, dans tous les locaux de stockages de matières combustibles. Le descriptif des dispositifs de détection prévus, démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection, compte tenu des produits stockés et des caractéristiques des locaux, ainsi que le bon de commande correspondant, seront fournis sous deux mois.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>La dernière vérification des détecteurs incendie du site a été réalisée par la société Chubb le 20/07/2023. Le rapport de vérification conclut à la présence de trois zones « en dérangement » et mentionne qu'une intervention de dépannage est programmée le 28/07/2023.</p> <p>Deux rapports d'intervention datés du 12/10/2023 font état du remplacement d'un déclencheur manuel d'une part, et du remplacement de détecteurs et socle en zone ATEX d'autre part. Les rapports font état d'une « adresse en dérangement zone 21 TGBT TRANSFO EST » et pour l'un d'entre eux d'une anomalie « zone 26 hors service ».</p> <p>Les rapports ne sont pas explicites sur les anomalies détectées. L'exploitant n'a pas su préciser si des actions correctives ont été prises et si les anomalies ont été levées depuis les interventions du 20/07/2023 et du 12/10/2023.</p> <p>→ Il appartient à l'exploitant de prendre les actions correctives nécessaires pour le maintien en état de fonctionnement des systèmes de détection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

## N° 7 : Plan de défense incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>– les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>– les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>– la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>– les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>– les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le plan de défense incendie en cours de rédaction.</p> <p>Il a été rappelé l'échéance fixée au 31/12/2023 pour disposer d'un plan de défense incendie finalisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 8 : Effets thermiques sur les tiers

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en amont de la visite le rapport des modélisations Flumilog réalisées par l'APAVE. Les annexes détaillant les hypothèses prises en compte dans l'outil Flumilog ont été fournies le jour de la visite.</p> <p>Dans le corps du rapport, aucune description, aucun plan des stockages n'est fourni, ni explication des hypothèses retenues pour les modalisations, permettant de justifier des choix réalisés compte tenu des contraintes de l'outil Flumilog et des caractéristiques réelles des stockages. Le rapport mentionne uniquement qu'il n'est pas possible de rendre compte de la diversité des modes de stockage présentés par l'exploitant et que, dans certains cas, des parois fictives REI1 peuvent être prises en compte.</p> <p>4 scénarios incendie ont été modélisés :</p> <p>1/ incendie des zones A à F, avec 3 cellules (cellule 1 pour les zones B, E et F, cellule 2 pour la zone A, et cellule 3 pour les zones C et D) ;</p> <p>2/ incendie de la zone J ;</p> <p>3/ incendie des zones M à P, avec une seule cellule ;</p> <p>4/ incendie de la zone K.</p> <p>Lors de la visite, il a été vérifié sur site les caractéristiques des stockages des zones A à F, et la cohérence entre les hypothèses de modélisation (scénario n°1) et la configuration réelle des stockages. <b>Il apparaît plusieurs points d'incohérence ou éléments nécessitant d'être justifiés :</b></p> <p>- il est considéré que les murs extérieurs des cellules et les parois séparatives entre les 3 cellules sont EI120 et R15. Le caractère EI120 devra être justifié. Il a été noté la présence de portes ou ouvertures dans les parois séparatives, non équipées de portes EI120, ce qui n'est pas pris en</p>

compte dans la modélisation ;

- pour la cellule 1, représentant les zones B, E et F, la longueur de préparation A et les déports latéraux pris en compte dans la modélisation ne sont pas cohérents avec les distances réelles constatées dans la zone B, toutes inférieures à 1 m ;
- pour la cellule 1, seul le stockage en masse des poudres (zone B) a été considéré dans la modélisation, alors qu'il existe également un stockage en rack (correspondant aux zones E et F ?) ;
- pour la cellule 2, les déports latéraux pris en compte dans la modélisation ne sont pas cohérents avec les distances réelles constatées dans la zone A, toutes inférieures à 1 m).

La modélisation du scénario 1 montre que les flux de 3 et 5 kW/m<sup>2</sup> sortent des limites de propriété au nord du site. **La surface atteinte par les flux de 3 et 5 kW/m<sup>2</sup> n'est pas dimensionnée. Aucune information n'est fournie sur la nature des terrains touchés par ces flux et les enjeux en présence.**

Par ailleurs, pour les 3 autres scénarios modélisés, les annexes détaillant les hypothèses prises en compte dans l'outil Flumilog appellent les observations suivantes :

- scénario 2 (zone J) : incohérence sur la nature des parois retenues (REI15), puisqu'il s'agit d'un stockage en chapiteau, sans aucune tenue au feu des parois ;
- scénario 3 (zones M à P) : le caractère EI120 et R15 des parois est, sud et ouest est à justifier, de même que les caractéristiques des stockages (dimensions des stockages et éloignement vis-à-vis des parois) ;
- scénario 4 (zone K) : le caractère EI120 et R15 de la partie basse des parois est, ouest et nord est à justifier, de même que les caractéristiques des stockages (dimensions des stockages et éloignement vis-à-vis des parois).

→ **L'étude des flux thermiques doit être revue en tenant compte de l'ensemble des observations ci-dessus. Une description et un plan détaillé des stockages seront fournis, et les hypothèses retenues dans les modélisations seront justifiées au regard des caractéristiques réelles des stockages et des contraintes de l'outil Flumilog.**

**Les conclusions de l'étude actuelle, sur la présence de flux hors site, étant susceptibles d'évoluer, l'étude revue devra conclure :**

- à la présence ou non de flux thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> hors site. Des actions correctives devront être prises le cas échéant (cf. point 2 de l'annexe VIII de l'AM du 11/04/2017) ;
- à la présence ou non de flux thermiques de 3 et 5 kW/m<sup>2</sup> hors site. Le cas échéant, les surfaces touchées et la nature des terrains devront être précisées, pour permettre à l'administration d'établir le porter à connaissance qu'il pourrait être nécessaire de réaliser auprès de l'autorité compétente en matière d'urbanisme.

**Type de suites proposées : Susceptible de suites**